



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Les actions des hommes sont les meilleurs
interprètes de leurs pensées.»

John Locke

N° **1712**

du 27 juin au 3 juillet 2013

C'est pas le moment de **battre en retraite**



Austérité
Répression
Fascisme

M 02137 - 1712 - F: 2,50 €



Le Brésil se soulève PAGE 12



On sait désormais que la découverte de Prism, un programme d'espionnage de la NSA (agence de renseignement américain), est le fait d'un homme, Edward Snowden. Ce document révèle que la NSA a accès aux serveurs de neufs géants du Net comme Facebook, Google, Microsoft ou Apple et capte toutes les informations émises par des citoyens étrangers concernant de près ou de loin la sécurité du pays. Snowden a longuement insisté, dans les interviews qu'il a accordées, sur le caractère non démocratique des États-Unis qui se veulent pourtant l'apôtre des libertés individuelles. Prism est destiné, selon la NSA, à déjouer des complots terroristes. D'après Keith Alexander, le patron de la NSA, Prism est tout à fait légal et aurait permis de déjouer «plus de cinquante actes terroristes potentiels» depuis le 11 septembre 2001. Au nom de la lutte contre le terrorisme, on bafoue les droits les plus élémentaires. On se doutait que quelque chose de très gros se tramait depuis quelques mois, voire quelques années, dans le cadre de la lutte antiterroriste encadrée par le Patriot Act et le Fisa (Foreign Intelligence Surveillance Act). Les révélations en 2012 de William Binney, ancien de la NSA, faisaient état de la mise en place au sein de la NSA d'un programme d'espionnage planétaire avant même les événements du 11 septembre. Snowden a posé la question qui fâche: «Depuis le début du programme après le 11 septembre, combien d'attaques terroristes ont été évitées uniquement grâce à ce programme de surveillance? Une fois que la réponse à cette question aura été apportée, demandez-vous combien de communications individuelles ont été espionnées pour arriver à ce résultat et jugez si cela en vaut la peine.»

Actualité

- Une conférence (sociale) de plus**, par G. Goutte, page 3
Gaz de schiste: que veut-on?, par le groupe Drapeau noir, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
La Chronique néphrétique de Rodkol, page 7
Psychiatrie et électrochocs, par Sophie et Alexis, page 8

International

- Un « miracle » américain**, par J. White et S. Jones, page 10
Le Printemps tropical du Brésil, par R. Pino, page 12
Israël, entretien avec Pierre Stambul, par P. Arnaud, page 14

Histoire

- Marat et la révolution permanente**, par Erwan, page 16

À lire

- Une société sans pognon**, par T. Guilabert, page 18
Poésie ardente, par Franck, page 19

Le mouvement

- Maurice Nadeau nous a quittés**, par C. Margat, page 20
Petit bilan de la Foire à l'autogestion, par Collectif, page 21

Illustrations

**Aurelio, Fyd, Kalem, Krokaga,
Schvrt, Valère**

En une : barricade à Barcelone en mai 1937

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les sublimes **canailles**



Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

POUR LA SECONDE FOIS du mandat présidentiel de François Hollande, tout ce que la France compte, dans ses hautes sphères, de leaders en tout genre de l'organisation de la paix sociale se sont réunis pour blablater deux jours durant de sujets sociaux. La première fois, les 9 et 10 juillet 2012, la réforme du marché du travail était à l'ordre du jour, et ça nous a donné, à terme, le fameux accord national interprofessionnel (ANI) : mobilité forcée, licenciements plus aisés, justice prud'homale écornée, ébauche d'un CDI intermittent. Cette fois-ci, la conférence sociale – qui s'est tenue les 20 et 21 juin dans le palais d'Iéna (un de plus qu'il faudra qu'on brûle!) – s'est attaquée au « problème » des retraites. On avait déjà eu un avant-goût des résultats des « travaux » (mais y en a-t-il vraiment?) avec les accords signés en mars sur les régimes complémentaires, lesquels entérinaient une baisse considérable du pouvoir d'achat des retraités. Dès leur ratification, le gouvernement socialiste avait en effet annoncé sans sourcilier qu'il comptait s'en servir de base pour réformer le régime général...

Avant la tenue de la conférence, la CGT et FO s'étaient montrées fermes : pas question de toucher à l'âge de départ à la retraite (sauf si, j'imagine, il s'agissait de l'avancer). Jean-Claude Mailly, le leader de FO, avait même déclaré quelques jours avant que « le ton serait plus dur que l'an passé », quand Thierry Lepaon, secrétaire générale de la Cégète, promettait une mobilisation sociale d'ampleur en septembre. L'ex-salarié de Moulinex s'était même laissé aller à une sympathique métaphore pour résumer la situation à la veille de la conférence : « Dans la boîte à outils, je ne vois qu'un marteau et une enclume, et entre les deux il y a les salariés et les retraités. » La CFDT – toujours désireuse de devenir le partenaire social number one du gouvernement – s'était pour sa part montrée plus clément, son patron, Laurent Berger, se déclarant pour un allongement de la durée de cotisation (arguant, bien sûr, des déficits des régimes de retraite). En gros, on pouvait prévoir que tout ce beau monde nous rejouerait le scénario de la précédente. Et que chacun repartirait satisfait d'avoir joué son petit rôle. Car, nous ne leurons pas – et nous l'avons déjà plusieurs fois



exprimé dans ces colonnes –, les attitudes légitimement intransigeantes affichées par la CGT et FO ne sont jamais qu'une manière d'exister. Autrement, les actes auraient suivi les discours et l'ANI ne serait pas passé comme une lettre à la Poste (quoique les lettres à la Poste peuvent aussi parfois sacrément galérer).

Mais qu'est-il donc ressorti, au final, du palais d'Iéna? François Hollande en a annoncé la couleur dès l'ouverture de la grand-messe en brandissant l'étendard de l'inévitable nécessité d'un allongement de la durée de cotisations. Celui qui, durant la campagne pour l'élection présidentielle, s'était fait le héraut de la défense des retraites contre la réforme Fillon illustre bien ainsi la vacuité des processus électoraux, englués dans l'hypocrisie et le mensonge. (On se raserait cependant comme on peut en prenant acte de la volonté du gouvernement de ne pas remettre en cause le principe d'un régime de retraites par répartition.)

Du côté du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, on a surtout vanté les grandes réalisations de cette première année de quinquennat, lesquelles riment avec rigueur budgétaire (faudrait pas non plus dire «austérité») et compétitivité. Ainsi, l'amateur d'aéroport s'est félicité du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (rejeton du rapport Gallois) et, *of course*, de l'ANI. On ne saurait toutefois en dire davantage, tant cette

seconde réunion ne semble avoir servi à rien. Hormis l'annonce de «décisions courageuses à prendre» pour «restaurer la confiance des Français dans notre système [de retraites]», le gouvernement n'a pas dit grand-chose d'autre. Adeptes des discussions interminables, il a juste précisé qu'il organiserait le 4 juillet prochain des rencontres dites bilatérales pour s'entretenir avec les organisations syndicales et patronales... On ne sait pas encore dans quelle luxueuse demeure le président recevra les partenaires sociaux, mais c'est lors de ces petites réunions que se jouera vraiment le contenu de la réforme prévue pour avant la rentrée (nous referaient-ils le coup Balladur de 1993 ?).

Les retraites n'ont toutefois pas été le seul sujet abordé lors de cette seconde conférence sociale. Mais si la question du chômage a également été soulevée, ce n'est pour obtenir, au final, aucune réponse satisfaisante, le gouvernement s'étant contenté de promettre une «réflexion commune entre l'État, les régions et les partenaires sociaux au premier trimestre 2014» et la création de 100 000 emplois d'avenir (la panacée socialiste du moment). Pis, il a surtout abondé dans le sens du Medef en reprenant le discours sur les prétendus 300 000 emplois non pourvus (sans préciser ni le type d'emplois ni les qualifications requises), lequel discours laisse entendre que plusieurs centaines de milliers de chômeurs ne seraient que des tire-au-flanc avides d'al-

locations. Question salaires, le gouvernement a simplement évoqué l'installation d'un observatoire des rémunérations. Du foutage de gueule, en somme, surtout après l'annonce, quelques jours à peine avant la conférence, d'un nouveau gel des salaires des fonctionnaires en 2014! Quant à la protection sociale, rien n'a bien sûr été dit sur la possibilité de nouveaux financements tirés du capital, comme si seuls comptaient, pour trouver du pognon, les quelques deniers résidant au fond des poches trouées des travailleurs.

Bref, ce qui ressort de cette nouvelle rencontre, c'est à la fois rien du tout et la confirmation que, dans la bataille, le gouvernement enfourche le même cheval que le patronat, relayant ses discours et satisfaisant ses désirs. Une fois de plus, le capital pourra donc dormir sur ses deux oreilles: l'État socialiste, épaulé par la CFDT, veille au grain, tandis que les bureaucraties de la CGT et de FO chargent leurs fusils de balles à blanc. L'avenir des salariés est, lui, bel et bien noir, à moins que, sans attendre les improbables directives de nos chefs syndicaux, nous passions à l'action. Car ce que disait John Ford à propos du cinoche vaut aussi pour la question sociale, surtout à l'heure où nos dirigeants nous baladent de discours en discussion, de sommet en rencontre: «Le meilleur cinéma, c'est celui où l'action est longue et les dialogues brefs.»

G.G.

Ni gaz de schiste ni gaz de houille

Retour critique sur les manifs des 8 et 9 juin

À L'APPEL des collectifs citoyens de Dordogne, de Corrèze et du Lot, des groupes de la Fédération anarchiste étaient présents aux deux journées de manifestation organisées à Brive puis à Sarlat, les 8 et 9 juin, contre le permis de recherche d'hydrocarbure, dit permis de Brive. En tout, ce sont près de 3 000 personnes que l'on aura vu défilées, sans heurt et sans drapeau...

Nous ne pouvons que commencer par saluer le travail d'information effectué depuis maintenant près de deux ans par les différents collectifs organisateurs de ces deux journées de manifestation contre le gaz de schiste: leur sérieux, ainsi que l'effort de vulgarisation du problème, aura amené le plus grand nombre, sinon à se déplacer aux rassemblements (près de 3 000 sur deux jours), au moins à être conscient des dangers qu'amèneraient la prospection et l'exploitation des hydrocarbures contenus dans les sous-sols de nos régions (gaz de schiste ou gaz de houille). Nous ne pouvons qu'inviter ceux qui ne seraient pas encore sensibilisés au sujet à se tourner vers leur documentation, laquelle fait toute la lumière de manière aussi pédagogique qu'exhaustive sur l'enjeu écologique d'une telle question.

Pour autant, nous ne saurions être pleinement satisfaits de ce que l'on a pu voir, et surtout entendre, lors de ces deux journées. Au contraire, un certain discours nous a semblé nuisible.

Nous ne nous étendrons pas sur une critique de la forme, bien que celle-ci puisse préfigurer quelque peu celle sur le fond, tant elle fut déjà symptomatique d'un discours et d'une pratique hasardeuse, car au final contre-productive à terme: apolitisme et argumentaire économique incongru.

Ainsi, fut clairement énoncé dès le début que ce mouvement n'était pas politique: «question sociétale», nous dit-on, «question écologique», évidemment. Question économique? Nous le verrons après. Mais qu'est-ce que cela, sinon de la politique, au sens noble du terme? Les organisateurs confondent électoralisme politique et lutte politique. Certes, le clivage parlementaire gauche-droite ne se fait pas sur cette question, ni sur d'autres fort nombreuses d'ailleurs, mais rappelons ici que le Parlement n'est qu'une émanation, et qui plus est une

petite partie, de la capacité politique des citoyens: vivre ensemble, décider ensemble, débattre ensemble, telle est la politique. Et c'est exactement ce que nous faisons ici.

Ceci constitue déjà une faute à nos yeux: celle de continuer à infantiliser la population, en lui niant ses réelles capacités à la fois d'action et d'organisation. D'ailleurs, s'il s'était agi d'autre chose, comment expliquer cet appel aux pouvoirs publics, directions régionales et préfetures, État? Comment expliquer la présence en première ligne des élus locaux arborant leurs écharpes tricolores?

Et nous allons voir, en abordant la question économique, combien un tel positionnement peut être nuisible.

Voici donc l'argumentaire développé en réponse à l'actuelle propagande progaz, argumentaire tenant en trois points résumés ici:

1. L'exploitation de ces hydrocarbures, si elle est lucrative aux États-Unis, aurait ici un coût 3 à 4 fois plus élevé, du fait de contraintes plus drastiques en matière d'environnement et de pollution, et donc ne serait pas rentable.

2. La création d'emplois ne durerait que le temps des travaux d'installation, pas d'exploitation.

3. L'autonomie énergétique ainsi espérée ne serait qu'un leurre, puisque les sociétés prospectrices sont toutes étrangères, et vendraient au plus offrant.

Ce qui est dit ici est dangereux, car faux.

Dangereux tout d'abord, parce que tel qu'il fut présenté, il se posait en rempart face à la perspective des forages: il n'y en aura pas, car ce n'est pas rentable, pas créateur d'emplois, et pas intéressant en terme d'autonomie énergétique. Ainsi, nous pourrions dormir tranquilles, ils avaient trouvé la faille... Sauf que la faille est justement dans cet argumentaire!

Tout d'abord, notons que les premier et troisième points sont en contradiction flagrante: quelle société investirait dans un produit non rentable, et quel client achèterait ce même produit s'il est hors de prix? On ne peut à la fois dénoncer l'infaisabilité économique de l'exploitation de ces gaz et leur destination une fois vendus!

Ensuite, il est faux d'affirmer que cette exploitation ne peut être rentable, tout simplement parce que la vérité, c'est qu'elle ne l'est pas actuellement! En effet, nous ne vivons pas

dans un monde figé: le prix du pétrole n'a de cesse d'augmenter, et continuera ainsi exponentiellement à mesure que les réserves s'épuisent ou que les techniques d'extraction deviennent plus complexes et donc plus coûteuses. Dans la logique de ce système, arrivera fatalement un moment où extraire des gaz souterrains sera plus intéressant. Ajoutons à cela que les législations sur l'environnement qui nous préserveraient encore peuvent être amenées à évoluer, les critères à changer, laissant plus de souplesse aux potentiels futurs exploitants.

Question somme toute assez politique... tout comme celle de l'emploi. C'est méconnaître le talent de nos politiciens que de penser que, puisque les emplois créés ainsi ne seraient pas pérennes, ils n'intéresseront pas nos élus! Tout comme les retombées fiscales, cette perspective en fera retourner sa veste à plus d'un, s'il peut promettre moins de chômage, et gagner ainsi sa réélection! Pour le reste, ils trouveront bien une solution d'ici la fin de leur mandat...

Enfin, sur l'autonomie énergétique. Il faut bien comprendre que la France n'a jamais été, et ne sera jamais, autonome énergétiquement: pétrole, gaz, charbon, uranium... tout est importé, ou quasiment, et le critère d'autonomie n'est jamais rentré en ligne de compte pour décider des orientations de production. Seul compte le profit potentiel, à la fois pour les sociétés exploitantes dont nos élites sont souvent soit issues, soit recasées, et pour la croissance attendue pas l'État.

Car il ne s'agit, au final, que de ça: produire pour croître, croître à tout prix.

Dès lors, l'exploitation des gaz de schiste et de houille reste une menace, n'attendant qu'une opportunité économique et politique pour devenir réalité. Et c'est pour cela qu'il est important que chacun s'empare de ces sujets.

Nous ne serons donc pleinement rassurés que lorsque le risque sera complètement écarté: celui que font peser sur nous de tout temps le capitalisme et l'État.

No gazaran! No pasaran!

Groupe Drapeau noir (Périgord) de la
Fédération anarchiste

Brèves de combat

Terreur répressive à Istanbul

Suite au discours extrêmement sectaire, violent et mensonger du Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, à Ankara, la police a commencé à attaquer vers 21 heures des milliers de personnes qui dînaient place Taksim et au parc Gazi. Il y avait des enfants de 4 ou 5 ans, des mères et des personnes âgées lors de l'attaque à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Selon les rapports, la police n'a pas autorisé les journalistes à faire leur travail ou à prendre des photos au parc Gezi.

Dignes

Après avoir rejeté deux offres de reprises, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire de Virgin. Ce n'est pas une surprise pour les 960 salariés en France, qui se concentrent désormais sur la négociation d'un plan social «digne».

Travailler gratuit pour gagner rien !

Le Conseil constitutionnel a débouté deux détenus de Metz, (qui dénonçaient le travail en prison comme une «zone de non-droit»), en considérant que l'absence de contrat de travail pour les personnes incarcérées exerçant un emploi en prison ne les privait pas de leurs droits et libertés fondamentales.

Météo syndicale



OMBRES sur la période estivale ? Il y a grève au Mont-Saint-Michel, ça barde dans les saints lieux ! Comme quoi exploitation et luttes sociales se nichent partout, même au sein des personnels de la célèbre abbaye. En consultant les archives, on peut se rendre compte que lucre (pas stupre !) et mensonges de tout acabit ont toujours régné sur les lieux de dévotion, mais là il s'agit d'un site public classé au patrimoine de l'Unesco.

En gros, les conditions d'accès au monument ont été confiées à une entreprise, Veolia, qui profite du désengagement de l'État. Une privatisation du site qui unit dans une même colère personnels, usagers, commerçants... et habitants. Certes, ce n'est pas dans les colonnes du *Monde libertaire* que nous allons nous insurger contre les entraves au libre accès aux lieux de la bondieuserie ; pour autant, le moins que l'on puisse se demander est : qui donc se remplit les poches en piétinant le Code du travail ? Le tribunal de Coutances s'est déclaré «incompétent à statuer». Car nombre de travailleuses et travailleurs du «saint lieu» se sont syndiqués à la CGT ? À contempler cette situation avec la

séparation de l'Église et de l'État il y a du piment. À suivre !

Sinon, retour à la triste réalité jacobine. À Paris, les partenaires sociaux se retrouvaient il y a peu pour discuter (informellement ou pire) de l'avenir des retraites, de l'emploi et des services publics. Avant la grand messe, des syndicats (CGT, CFTD, Unsa, CFTC, FO et CES) ont été reçus par François Hollande. Pour demander «un plan de relance pour la croissance et l'emploi», «un dialogue social constructif et sérieux», «l'arrêt de la concurrence sur les salaires et les conditions de travail». Tout ça est bel et bien beau, mais c'est le minimum syndical, non ? Jeudi dernier, il y avait une manifestation parisienne avant la sinistre réunion : CFTD et CGT côte à côte... Alors, l'ANI, c'est oublié ? Nous, les anarcho-sindicalistes, et d'autres, on croyait que, dans le mouvement ouvrier, on n'oubliait pas les trahisons... Il faut croire que ceux qui vivent de nos cotisations ont d'autres objectifs... de carrière ?

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Dégueulasse !

Rescapé du naufrage d'un bateau de migrants qui a fait 63 morts en avril 2011, Abu Kurke vient de déposer plainte. Avec plusieurs ONG, il pointe l'inaction des navires militaires de l'Otan présents en pleine guerre de Libye.

Le Pen père : tais-toi !

En janvier 2005, Jean-Marie Le Pen déclarait dans l'hebdo d'extrême droite Rivarol : « En France du moins, l'occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés. » En 2012, Le Pen père avait été condamné pour contestation de crime contre l'humanité à trois mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende par la cour d'appel de Paris. Enfin, la Cour de cassation vient de renvoyer son pourvoi et la condamnation du dirigeant du FN pour ces propos est devenue définitive. Le Pen : tais-toi !

Warning !

Les anti-IVG multiplient les sites militants qui ont l'apparence de sites institutionnels ou objectifs, mais qui diffusent des argumentaires anti-avortement. Les opposants à l'IVG semblent avoir parfaitement intégré ces dynamiques propres au Web en érigeant des sites « passerelles » au contenu éditorial édulcoré et facilement accessibles à partir des moteurs de recherche, pour ensuite rediriger les internautes sur des sites au contenu plus... radical !

Chronique néphrétique

Salaire émancipateur !

DOIT-ON SUPPRIMER LE SALARIAT pour supprimer le capitalisme ? Les deux sont-ils irrémédiablement liés ? Peut-on concevoir pour le salariat un avenir autre, opposé à l'exploitation ? Sur les sites, les mêmes arguments se succèdent, souvent (sans le savoir !) inspirés de Proudhon et (revendiqués ! proclamés !) de Marx : le salarié n'est pas payé à hauteur des richesses qu'il produit, le patron se met le reste dans la poche, cela s'appelle plus-value ou survalueur. Les profits trouvent là leur origine. Je simplifie beaucoup, mais ce n'est pas ce que je cherche à développer. Ainsi, le salariat, c'est vendre sa force de travail, c'est se vendre, c'est subir une oppression. Nous contestons la propriété privée des moyens de production ? À bas le capitalisme ! Donc, abolition du salariat !

Mais que critiquons-nous dans le salariat ? « Le salariat, j'ai lu, c'est la forme la plus subtile de l'exploitation et de l'oppression. On se croit « libre travailleur », mais on subit l'enfermement au travail tout en n'étant soi-même qu'une marchandise concurrente des autres travailleurs sur le marché du travail. » Oui, le salariat existe avec le marché du travail, le marché de l'emploi. Avec ce que cela implique de soumission, d'humiliation, de dépendance vis-à-vis de l'employeur... Peut-on imaginer un salariat qui ne soit pas dépendant d'un marché de l'emploi ? Ce n'est pas parce que l'aviation, l'ordinateur, le conteneur et la Sécu ont été inventés sous le capitalisme qu'ils disparaîtront avec lui.

J'ai trouvé aussi, sur Internet : « Le travail capitaliste – le salariat – engendre, exige, l'atomisation des travailleurs, leur solitude, la division de leur vie au travail et hors travail, leur soumission institutionnelle, la division entre ce qui serait « politique » et non politique, économique, existentiel ; bref l'oppression du travail salarié engendre, exige la décomposition de l'existence des travailleurs. » Ouais... On peut dire aussi exactement le contraire : le salariat, ça socialise, ça permet de voir du monde, de se rencontrer au boulot ou hors boulot, cela permet de soulever des problèmes, de se poser des questions sur son travail, ses buts affichés et réels, sur les moyens d'améliorer ou de bouleverser les conditions de travail, la production, la société, d'organiser les luttes, etc.

Perso, pour avoir connu les joies des contrats précaires, l'intermittence, la course aux cachets et aux petits boulots, je vous le dis, avoir un salaire qui tombe tous les mois,

ça fait du bien au moral. C'est con, hein, mais cela me rassure. J'ai des angoisses, mais plus celle de n'avoir rien demain. Donc si je laisse un moment de côté les proclamations péremptoires, je me dis que je n'ai jamais été aussi « confort » que depuis que j'ai un salaire. Et je ne dois pas être le seul... Ce salaire dépend de ma qualification (fonctionnaire !), qui n'a rien à voir avec mon sexe, le métier de mon père, sa corporation, mes origines ethniques ou de caste. Eh oui ! Parce que l'aliénation salariale et l'exploitation capitaliste, d'accord, mais avant et ailleurs, c'est pas vraiment l'émancipation !

Et je ne vois aucun inconvénient à ce que ce statut de qualifié et donc de salarié à vie soit généralisé à l'ensemble de la population, dans une échelle de salaires réduite. Qu'une part de mon salaire soit socialisé et utilisé par la société pour répondre aux besoins collectifs me semble l'évidence.

Or, si les entreprises (appelons-les coopératives) ne paient plus de salaires directement à leurs salariés, mais versent l'argent à une caisse générale (une mutuelle, au sens premier) qui rémunère en fonction des qualifications. Si les salaires brut comportent les salaires net, ainsi que la Sécurité sociale et l'investissement. La valeur ajoutée de l'entreprise est socialisée, le profit est supprimé. Si ces caisses mutuelles, dirigées par les producteurs eux-mêmes, ont la maîtrise de l'investissement, elles peuvent financer projets, productions, chantiers sans remboursement et sans taux d'intérêt. (Plus besoin d'actionnaires ou de prêteurs !) Elles décident de la viabilité et de l'utilité des projets. Se pose la question de quoi et comment produire ? Les salariés, qualifiés comme (les vrais) producteurs (de richesses) et reconnus comme tels, tranchent les conflits sur les valeurs d'usage à produire, sur les conditions de travail, sur le périmètre de l'entreprise et les relations interentreprises. Le crédit bancaire est supprimé. La monnaie n'est plus créée en anticipation du rendement d'un investissement, comme le font les banques, mais en prévision de la qualification de nouvelles personnes (productrices de richesses). Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! À bas le capital ! Vive le salariat !

Rodkol

rodkol@netcourrier.com



Psychiatrie, sismothérapie ?

Non merci !



La Cité des enfants perdus, de Jean-Pierre Jeunet

Sophie et Alexis

Groupe Orwell de Martigues
de la Fédération anarchiste

LE TRAITEMENT PAR ÉLECTROCHOCs est né dans l'Italie fasciste lorsque les psychiatres Ugo Cerletti et Lucio Bini observèrent que l'électrisation tranquillisait les porcs avant de passer à l'abattoir. Tout le monde se souvient de la séance que subit Jack Nicholson dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. Mais nous pensons, pour la plupart, que cette pratique est révolue. Or, elle ne l'est pas. Depuis quelques années, la psychiatrie a reconsidéré cette technique comme efficace moyennant quelques changements de forme.

Ainsi, le terme d'électrochocs, mal connoté dans l'opinion, a dû être abandonné. Dans la novlangue psychiatrique, on parle désormais de sismothérapie ou ECT électroconvulsivothérapie. Pour limiter l'angoisse, les patients sont anesthésiés sur une courte durée. Les convulsions motrices et leurs conséquences traumatiques sont traitées par curarisation. Toutefois l'énergie

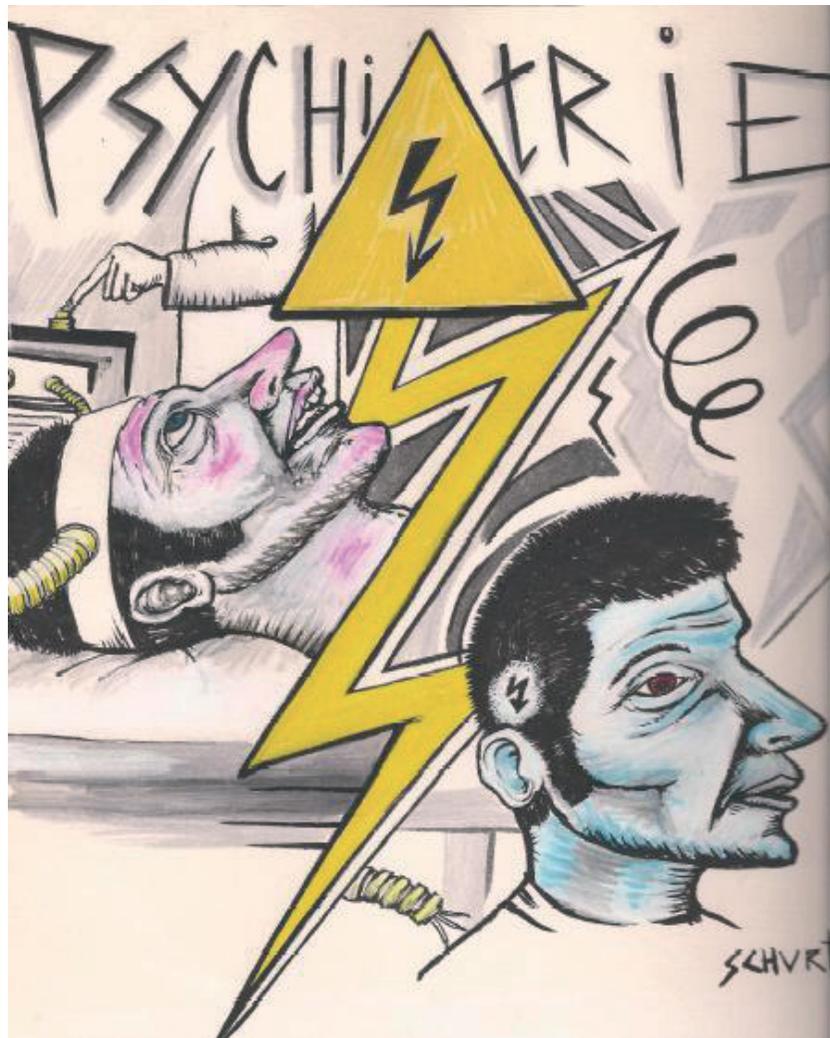
électrique envoyée dans le cerveau reste identique à autrefois et a même tendance à augmenter. Les électrochocs sont devenus une technique propre pour celles et ceux qui l'administrent. Tout au plus verra-t-on un bras se dresser, des orteils se recroqueviller ou des dents claquer, mais point de corps se tordant ni de hurlements. La personne soumise au traitement est inconsciente, mais la douleur est exactement la même qu'au temps des électrochocs. Le traitement est déclenché théoriquement en recherchant le consentement du patient et/ou de l'entourage. Mais vu le désarroi des malades et de leurs proches, ceci n'est que pure formalité à partir du moment où le psychiatre a décidé.

Il est actuellement impossible de savoir combien de personnes sont traitées par sismothérapie en France. Pourtant, tous les centres la pratiquant font l'objet d'une autorisation spécifique des agences régionales de

santé. La Caisse d'assurance-maladie recense 21 124 séances en établissements privés en 2011. La même année, il y aurait eu 8 534 actes dans les hôpitaux publics hors établissements psychiatriques. Pour ces derniers, où cette pratique est pourtant la plus répandue, aucun chiffre global¹. La Pitié Salpêtrière, à Paris, affiche 800 séances par an sur son site Internet. Au Québec, où l'on serait passé de 4 000 séances en 1988 à 8 119 en 2003, on estime que la sismothérapie est administrée pour 75 % à des femmes². Le traitement comprend entre quatre et vingt séances à raison de deux ou trois par semaine. Les électrochocs sont prescrits pour dépressions, manies ou schizophrénies.

Les psychiatres jugent que ce traitement est efficace pour faire disparaître les symptômes et mettent en avant des témoignages de patients comblés. Les électrochocs ont pour but de provoquer une crise d'épilepsie. La peur ressentie par les patients n'est pas la même avant la première séance qu'après. Le traumatisme ressenti est semblable à celui éprouvé après un viol et plonge l'individu dans un état confusionnel avec souvent une perte de la parole. Dans ces conditions, il est évident que la souffrance antérieure disparaît provisoirement au profit d'un choc post-traumatique qui ne peut être évalué par les psychiatres puisque c'est eux-mêmes qui l'ont infligé. Mais dans une logique d'efficacité à court terme, le problème est réglé. Pourtant, rien n'est guéri : tout ce qui cause la souffrance subsiste, voire est aggravé par le traitement. De l'aveu même de l'agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé québécoise, la sismothérapie ne diminue en rien le risque de suicide. D'une manière générale, l'évaluation scientifique des effets de ce procédé est très orientée. Le simple fait que l'on ignore combien d'actes sont réalisés en est la preuve. En 1997, l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé reconnaissait l'absence d'étude à long terme sur les effets cognitifs³.

On ne sait pas exactement comment les électrochocs agissent. Il semble que leur action soit liée aux structures cérébrales impliquées dans la mémorisation. Les effets sur la mémoire sont notoires. Ils concernent bien sûr la période du traitement qui est complètement effacée. Mais aussi d'autres moments de la vie, des éléments socioaffectifs personnels ou l'expérience professionnelle. Il faut donc réapprendre alors que les capacités d'apprentissage sont elles-mêmes détériorées par les électrochocs. L'élocution, la visualisation, l'attention, la capacité de jugement, d'organisation, de résolution de problèmes seraient aussi impactées. L'état confusionnel disparaît progressivement, mais perdurent une désorientation, des migraines, une sensation d'irréalité. En outre, les dégâts osseux faciaux restent



importants : déformations de la mâchoire et de la dentition malgré les protections utilisées. On note également des brûlures, des douleurs musculaires, des lésions cérébrales, des troubles des systèmes cardiovasculaire et respiratoire.

Le renouveau des électrochocs – ainsi d'ailleurs que le recours au lithium – se fait dans un silence presque total. Sur Internet, comble de l'horreur, l'Église de scientologie tente de récupérer des adeptes parmi celles et ceux qui s'interrogent sur la psychiatrie. Les électrochocs avaient été abandonnés dans les années 1970. Les enquêtes rétrospectives montrent que leur utilisation relevait souvent plus d'une technique de maîtrise des patients que d'un traitement thérapeutique. Il s'agissait avant tout d'un outil de pouvoir psychiatrique. Contre ce dernier, l'antipsychiatrie avait su créer un rapport de force et l'abandon des électrochocs n'y est probablement pas étranger. Mais cette contestation n'existe plus. Les psychiatres inscrivent leurs pratiques dans une idéologie hypernormative d'efficacité comptable. Le malade n'est qu'un cobaye sur lequel on expérimente des procédés où le biologique, le chimique et le neurologique priment sur le psychologique et le social. Le débat autour de la sismothérapie se limite à

son perfectionnement technique. La question politique de la coercition, de la barbarie et de l'inhumanité a été mise sous le tapis. Un peu partout dans le langage courant des termes de maladies mentales sont utilisés pour qualifier des personnes avec lesquelles on est simplement en désaccord. Mais la déshumanisation de notre civilisation continue de produire de la souffrance psychique de façon croissante. Et les moyens pour y répondre sont eux-mêmes déshumanisants. En tant qu'anarchistes, il nous semble nécessaire de poursuivre le combat critique contre le pouvoir psychiatrique. L'action a d'ores et déjà repris, notamment autour de la revue *Sans remède*⁴. **S. et A.**

1. « Neurologie : volte-face sur l'électrochoc », *Le Monde*, 18 novembre 2012.

2. Collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal, *Les Électrochocs : état des lieux*.

3. Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé, *Indications et modalités de l'électroconvulsivothérapie*, avril 1997 (recommandations professionnelles).

4. www.sansremede.fr

La « reprise » de l'industrie automobile américaine

Les auteurs, Jerry White et Shannon Jones, sont deux militants socialistes américains.

Cet article a été à l'origine publié sur le World Socialist Web Site (wsws.org) le 12 juin 2013.

LE GOUVERNEMENT OBAMA, les analystes d'affaires et les médias de l'information signalent un supposé rebond de l'industrie automobile américaine comme une lueur d'espoir dans le contexte fragile et en stagnation de l'économie américaine.

Alors que les constructeurs automobiles sont en train de perdre des milliards en Europe, confrontés qu'ils sont à une demande en baisse de la Chine, les ventes de véhicules ont augmenté aux États-Unis après un effondrement de près de 40 % qui a suivi le krach économique de 2008. General Motors et Chrysler ont engrangé l'année dernière 15 milliards de dollars de bénéfices.

«L'industrie automobile est vivante et en bonne santé», s'est félicité George Magliano, l'économiste en chef de la firme de recherche IHS Automotive à New York. Il ajoute : «Et, aujourd'hui, l'une des premières industries menant la reprise, plutôt morose d'ailleurs, est l'industrie automobile.»

Comment cela a-t-il pu être réalisé ? Durant la faillite et la restructuration de GM et de Chrysler, les gens de Wall Street spécialistes du «rétablissement» nommés par le gouvernement Obama ont ordonné la fermeture de dizaines d'usines, la réduction drastique des salaires, des prestations de santé et des retraites ainsi que l'élimination de toute protection face à l'allongement de la journée de travail et à l'accélération éreintante des cadences sur les chaînes de montage.

Au cours de ces six dernières années, les constructeurs automobiles de Détroit ont,



avec la duplicité du syndicat United Auto Workers (UAW), réduit les coûts horaires de la main-d'œuvre d'un pourcentage stupéfiant de 27 %. À présent, un jeune travailleur de l'automobile perçoit – compte tenu de l'inflation et des frais de cotisation syndicale – ce que gagnait son homologue en 1931 avant la création de l'UAW.

La semaine passée, durant l'assemblée annuelle des actionnaires de GM à Détroit, le PDG Dan Akerson a défendu le renflouement d'Obama en disant : «Quatre ans après, il est assez difficile de dire que ce n'était pas un succès. Vingt-cinq milliards de dollars de bénéfices, une création d'emplois en hausse et une solide base industrielle et le fait que pour la première fois depuis plus d'une génération les trois constructeurs font des bénéfices, prouvent que c'était une décision judicieuse.»

En plus de ces profits et des versements au PDG (Akerson a bénéficié l'année dernière d'une augmentation de 44 %, empochant

11,1 millions de dollars), la reprise a aussi généré de gros dividendes à l'UAW, laquelle planifie la vente de dizaines de millions de parts de GM et de Chrysler que le syndicat avait obtenues comme partie intégrante du renflouement. La vente des parts de GM – qui sont contrôlées par le fonds Veba (Voluntary Employees' Beneficiary Association, qui verse les prestations aux retraités) – devrait rapporter 688 millions de dollars à l'UAW. Le président du syndicat, Bob King, et ses conseillers en placement sont présentement impliqués dans une querelle amère avec le patron de Chrysler, Sergio Marchionne, quant à la valeur des parts détenues par l'UAW.

Comme l'a dit un travailleur qualifié de l'usine Chrysler Sterling Stamping dans la banlieue de Détroit : «Le syndicat est une marionnette de la compagnie. Il défend ses propres intérêts. Sergio dit vouloir donner 6,5 milliards de dollars à

l'UAW pour leurs actions. *Véba*. En faisant monter le prix de l'action, [l'UAW] gagne encore plus d'argent. C'est un conflit d'intérêts.»

La restructuration de 2009 a aussi privé les travailleurs de leurs droits fondamentaux acquis de haute lutte sur des générations dont la journée de huit heures et un salaire égal pour un travail égal. L'UAW a donné le feu vert aux constructeurs automobiles pour embaucher un nombre illimité de travailleurs de «second ordre» (second tiers) payés autour de 15 dollars l'heure – ou la moitié du salaire de base.

Entre-temps, tant les travailleurs jeunes que les plus âgés sont obligés de travailler en fonction du système d'horaires de travail alternatif (Alternative Work Schedule, AWS) qui établit des journées de travail de dix heures sans paiement d'heures supplémentaires. Les travailleurs syndiqués à l'UAW avaient acquis au bout d'une grève amère chez Ford en 1941 le paiement des heures supplémentaires après les huit premières heures.

En vertu du système AWS ou du système 3-2-120, trois équipes travaillent en deux postes de cent vingt heures par semaine. À l'usine de montage Chrysler Jefferson North à Détroit, l'équipe «A» travaille dix heures par jour, en équipe de jour de 6 heures à 16 h 30 du lundi au jeudi. L'équipe «B» travaille dix heures de nuit, de 18 heures à 4 h 30 du matin du mercredi au samedi. L'équipe «C» travaille dix heures de nuit, le lundi et le mardi et dix heures de jour le vendredi et le samedi.

«Je fais partie de l'équipe B et je n'aime pas ça», a dit un jeune travailleur de l'usine Jefferson North. «Je déteste travailler le samedi. Nous travaillons si tard la nuit que nous ne finissons qu'à 4 h 30 du matin. En plus, un dimanche travaillé par mois est obligatoire. Nous gagnons si peu d'argent à cause du paiement «two tier» que les heures supplémentaires aident à payer les factures. [...] Je travaille chez Chrysler depuis près d'un an. Un grand nombre de gens ne peuvent s'habituer au travail et partent. Ce n'est pas pour tout le monde. Certains postes sont plus fatigants que d'autres. Ils soumettent votre organisme à l'usure. Certains postes vous obligent à soulever des objets lourds. Et c'est tellement répétitif.»

Il a ajouté : «Je n'aime pas le salaire «two-tier». Je fais le même travail que mon collègue à côté qui gagne 30 dollars de l'heure. Si je maximise mon taux de salaire, je gagnerai toujours moins que les travailleurs plus âgés. Ford, Chrysler et GM en tirent de gros bénéfices.»

Les usines automobiles opéreraient apparemment à 95 % de leur capacité. En 2004, les États-Unis disposaient de 70 usines d'assemblage. Actuellement, il n'y en plus que 55 – une réduction de 21 %. Mais l'industrie veut fabriquer cette année 10,7 millions de véhicules dans ces usines, seulement 850 000, ou 7,4 % de moins qu'en 2004, selon le centre d'information automobile Ward's Automotive. Jim, un travailleur chez Ford, a remarqué : «L'AWS est

terrible. Les gens le détestent. Il ruine la vie des gens à la base. Je n'arrive pas à croire que l'UAW a approuvé cette ordure, après tout le syndicat a inventé la journée de huit heures. Je suis très déçu de mon syndicat et c'est ce que ressentent un grand nombre d'adhérents.»

Avec actuellement 300 000 travailleurs de moins qu'en 2005, l'industrie automobile et les équipementiers auto planifient une embauche restreinte pour faire face à une hausse temporaire de la demande. En exploitant les hauts niveaux du chômage et du désespoir économique à Détroit et dans d'autres villes, les travailleurs nouvellement recrutés ne seront rien d'autre que des esclaves industriels dont on se débarrassera rapidement une fois que la demande diminuera.

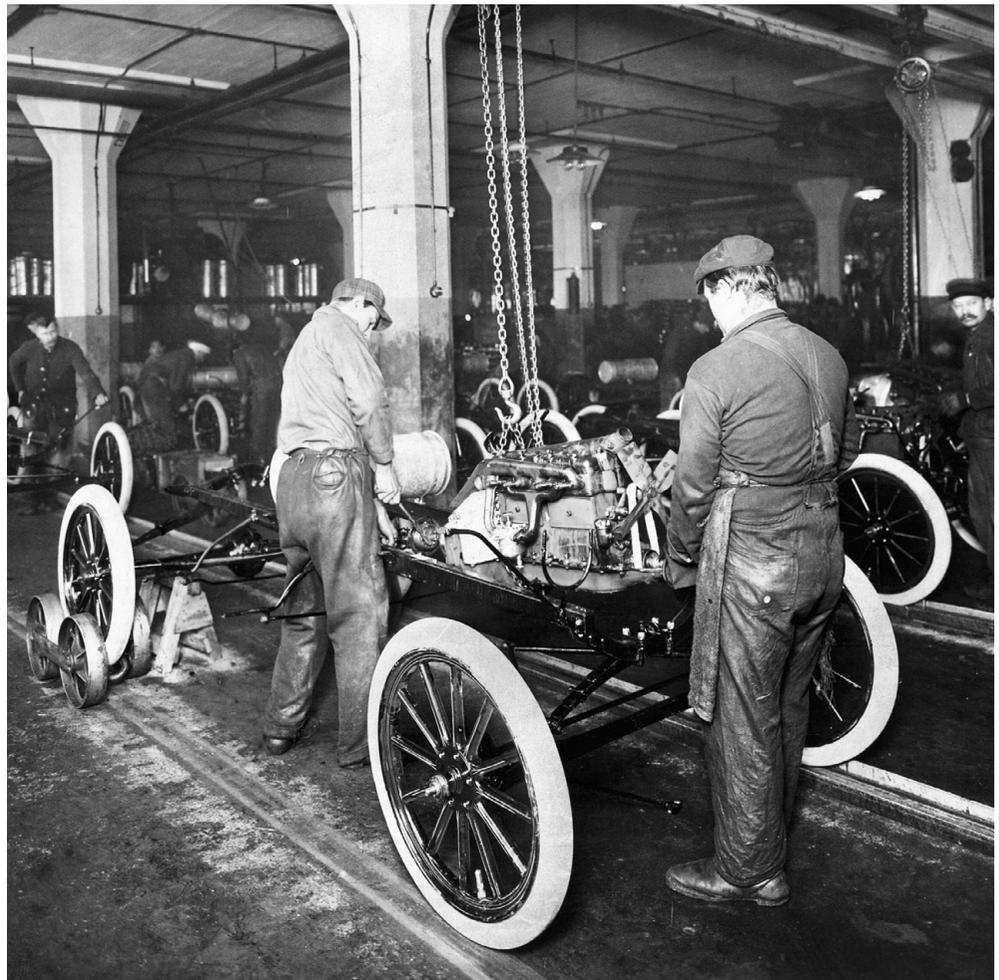
«Nous travaillons quatre postes de dix heures et un dimanche sur deux, ce qui fait cinq jours», a dit un travailleur qui a à son actif seize ans chez Warren Truck. «Je ne sais pas pendant combien de temps les gens le supporteront. Cela profite à Chrysler et pas à nous. Tout ce qui les intéresse, c'est d'assurer la production.»

Il a ajouté qu'il y avait un taux de renouvellement élevé parmi les travailleurs de «second ordre». Ils ne peuvent les garder en raison du genre de travail qu'ils font. Il est répétitif et difficile. Ils sont embauchés pour la moitié du salaire en faisant le même travail ou plus. Certains arrivent et partent au

bout de quelques semaines. Ils disent pouvoir gagner plus ailleurs. Chrysler ne s'en soucie guère – tout ce que Chrysler veut c'est des corps pour son usine.

Ces conditions sont devenues le modèle pour la prétendue reprise économique d'Obama. Dans le cadre de la stratégie manufacturière de «réinternalisation» (insourcing), les salaires de misère, l'exploitation brutale et l'insécurité constante sont devenus la nouvelle norme. L'objectif est de convaincre les entreprises mondiales qu'il sera tout aussi rentable d'implanter les activités aux États-Unis qu'en Chine, au Mexique ou dans d'autres pays à bas salaire. Quant au syndicat UAW, il opère comme pourvoyeur de main-d'œuvre bon marché qui impose les diktats de la direction en échange d'une part des bénéfices que les entreprises automobiles extraient des ouvriers.

J. W et S. J



Les jeux de cirque ne suffisent plus



Ramón Pino

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

LE BRÉSIL FLAMBE-T-IL ? Pas tout à fait, mais il y a comme un malaise, c'est le moins qu'on puisse dire. La septième puissance économique mondiale, estampillée «pays émergent», peut avoir des allures de pays riche, ce qui ne veut pas pour autant dire que ses habitants le sont. Ces dernières semaines, les manifestations se sont succédé dans les principales villes du pays. Certes, 250 000 manifestants sur 198 millions d'habitants ça peut paraître peu, mais le phénomène mérite qu'on y regarde de plus près. Le «miracle économique» initié par l'ancien président Lula a montré ses limites. En 2012, si le taux de chômage n'est que de 5,5 %, la croissance économique plafonne à 0,9 % alors que l'inflation s'envole pour atteindre les 6,5 %.

Tout est parti de São Paulo, capitale économique du Brésil. L'étincelle qui a mis le feu à la plaine est une simple augmentation du prix des transports en commun. Spontanément et via les réseaux sociaux, un mouvement majoritairement composé de jeunes a demandé l'annulation de cette augmentation (20 centimes de réal soit 8 centimes d'euro) et a rejoint le MPL¹,

mouvement Passe Livre (Libre passage), qui revendique depuis 2005 la gratuité des transports. Ce mouvement milite avec les associations de quartiers et n'est pas sans rappeler le mouvement des indignés portugais ou espagnols : fonctionnement horizontal, indépendance vis-à-vis des partis politiques et des syndicats (même étudiants), recherche du consensus sur la base « une voix, un vote, pas de chef ».

À un an de la prochaine élection présidentielle, ce rejet des politiciens embarrasse aussi bien le Parti des travailleurs (PT) actuellement au pouvoir que l'opposition. Gauche ou droite avouent ne pas comprendre les raisons de cette révolte qui émane d'une jeunesse issue de la classe moyenne. Il faut préciser que cette classe moyenne s'est augmentée de quarante millions de personnes au cours de ces dernières années, soit autant de consommateurs potentiels, d'où une hausse des prix des produits importés, des denrées alimentaires (le kilo de tomate, produit de base dans la cuisine brésilienne, a augmenté de 125 % en un an), des loyers aussi (hausse de 118 % depuis 2008), sans parler du prix des chambres d'hôtel en aug-

mentation de 80 % faisant de Rio de Janeiro la troisième ville la plus chère au monde. Nous avons donc une nouvelle classe moyenne pouvant acquérir automobile, TV, ordinateur, appareils électroménagers, mais dans le même temps un service public (santé et éducation) dans un état lamentable.

Comme toujours, les revendications de base en amènent d'autres : « Nous ne sommes pas là pour 20 centimes, nous sommes là pour un Brésil meilleur. » Face à ce mouvement de révolte impressionnant, comme d'habitude, comme partout, la réponse a été la matraque. La répression policière d'une violence inouïe a provoqué une vague d'indignation dans tout le pays. Interpellés par les manifestants – « Ne tire pas, écoute ! » –, les forces de l'ordre n'ont quand même pas hésité à utiliser les flash-ball. Alors qu'au tout début les manifestants étaient traités de « vandales » aussi bien par les politiciens que par les médias, ces derniers ont vite changé d'opinion surtout après qu'une quinzaine de journalistes aient fait les frais du zèle policier (la photo d'un reporter blessé à l'œil par un tir de flash-ball circule en boucle sur le Net).

Pendant que la présidente, Dilma Rousseff, se réunissait à São Paulo avec son prédécesseur et mentor (Lula) ainsi qu'avec le maire de la ville (Fernando Haddad) – tous trois membres du PT –, les maires de São Paulo et Rio de Janeiro ont finalement dû annoncer l'abrogation de la hausse prévue du prix des transports, ce qui n'a pas fait rentrer chez eux les manifestants qui s'en sont pris à la mairie et à ses vigiles avant d'être refoulés par les gaz lacrymogènes. À Brasilia, deux cent jeunes occupaient le toit du Parlement national. Dilma Rousseff se contentait de déclarer : « C'est le propre de la jeunesse de se révolter », comme un lointain écho à la formule de Mao Zedong : « On a toujours raison de se révolter. » Un constat : la révolte émane bien d'une jeunesse éduquée, diplômée issue de la classe moyenne. Il ne s'agit pas – pour l'instant du moins – d'une révolte des classes populaires, qui pourtant ont toutes les raisons du monde de s'insurger : hausse du coût de la vie, gaspillage des fonds publics dans les grands chantiers entrepris en vue de la Coupe du monde de football (2014) et des jeux Olympiques (2016). Dans un pays où le ballon rond est une véritable religion, les contestataires n'ont pas hésité à remettre en question le budget alloué à cet événement sportif, allant même jusqu'à manifester au stade Maracana, le saint des saints. Pour le Mondial de foot, le budget initial est déjà dépassé de 15 % et atteint presque douze milliards d'euros, et ce n'est évidemment pas fini. De plus, ces chantiers sont un prétexte à la pacification des favelas. Pour que les jeux de cirque puissent se dérouler dans l'ordre et le calme, le gouvernement, au nom du combat contre l'insécurité (la violence fait 30 000 morts par an au Brésil) et l'insalubrité (jusqu'à



maintenant ça n'avait pas l'air de lui poser problème), le gouvernement, donc, fait procéder à des expulsions massives (170 000) repoussant les habitants actuels loin des centres urbains et de leurs faubourgs, ouvrant ainsi la porte à la spéculation foncière et immobilière. Une super gentrification accélérée en quelque sorte.

Ce « printemps tropical », comme il a déjà été surnommé, présente, comme on l'a dit, quelques analogies avec le mouvement des indignés portugais et espagnols. Les revendications sont parfois un étrange mélange : « Du riz, des haricots, la santé et l'éducation. » Plus de 80 % de ces manifestants disent n'appartenir à aucune organisation politique ou syndicale, et pour plus de 70 % d'entre eux il s'agit de leur première participation à des manifestations. Le pays n'avait d'ailleurs pas connu de tels rassemblements depuis vingt ans, quand l'ancien président Fernando Collor de Mello avait été accusé de corruption (et finalement destitué en 1992). De nouveau, la valse des milliards dilapidés indigné la population : « Nous protestons car l'argent investi dans les stades devrait l'être dans l'éducation et la santé. » La création de six nouveaux stades et la rénovation de six autres ont du mal à passer, même si Stepp Blatter, le président de la Fifa², jamais à court d'une crétinerie, se permet d'affirmer : « Le football est plus fort que la contestation. » Pas sûr que cela calme le jeu... Les manifestants lui ont déjà répondu : « Désolés pour le dérangement, mais on est en train de changer le pays ! » ; « Tant d'argent pour ces événements sportifs alors que nous avons un tel besoin en matière d'éducation, de santé et de logement, ce n'est tout simplement plus possible. »

Au Brésil, comme ailleurs, le problème n'est pas seulement la création de richesses, mais leur répartition. D'après le quotidien (gauchiste ?) *Le Figaro*, il n'y a jamais eu autant de millionnaires (plus de douze millions à travers le monde). En France aussi le nombre de millionnaires est en augmentation : 430 actuellement (contre 404 en 2011), juste derrière le Royaume-Uni (465), mais très loin derrière l'Allemagne (1 000). Et le nombre de pauvres et laissés pour compte, direz-vous ? On manque de données au *Figaro*. Pendant que la planète s'embrase (Grèce, Turquie... Brésil maintenant), nos superpuissances économiques sont réunies pour un énième sommet du G8³ où, gageons-le, on parlera beaucoup de pouvoir, mais où il sera peu question du partage des richesses. **R. P**

1. Le mouvement Passe Livre est né en 2005 pendant le Forum social mondial de Porto Alegre à une époque où le Parti des travailleurs était dans l'opposition.

2. Fifa : Fédération internationale de football association. Association de fédérations nationales fondée en 1904 et chargée de gérer et développer le football dans le monde.

3. G8 : les huit pays les plus riches (hors pays émergents), soit : États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada et Russie.

Actualité de la Palestine

Entretien avec Pierre Stambul

Pierre Stambul était l'invité, le 24 avril 2013, à Bordeaux, du Cercle libertaire Jean-Barrué, de l'Union juive française pour la paix (Aquitaine) et de la librairie du Muguet pour une conférence¹ autour de son livre *Israël-Palestine : du refus d'être complice à l'engagement* (Éditions Acratie).

Philippe Arnaud : Est-ce que tu peux présenter ton livre et nous dire ton parcours ?

Pierre Stambul : J'ai fait ce bouquin de 600 pages qui aurait pu s'intituler *Un point de vue juif sur l'apartheid israélien*. Mon parcours personnel : j'ai des parents qui sont nés dans un pays qui n'existe plus, la Bessarabie. Ils ont été communistes puis résistants pendant la guerre. Toute la famille de ma mère a été exterminée. Mon père, qui était dans le groupe Manouchian, a été déporté à Buchenwald; les nazis ne savaient pas que Stambul était un nom juif. Moi qui suis né après la guerre, juif athée et antireligieux dès le départ, je viens d'un univers de survivants; comme mes parents, j'ai été sioniste pendant mon adolescence. En 1967, je suis parti travailler en kibboutz; ma rupture avec le sionisme mettra un certain nombre d'années à se faire. Elle vient de ce que j'ai vu en Israël et qui ne correspond pas à mes idéaux; elle vient aussi de mon engagement communiste libertaire après 1968. Mes premiers textes contre le sionisme datent du début des années 1980 après, notamment, l'invasion du Liban et les crimes de guerre de Sabra et Chatila. Militant d'extrême gauche, j'ai écrit pendant vingt-cinq ans dans des revues syndicales révolutionnaires (*L'École émancipée* et maintenant *Émancipation*) des brèves retrouvées pour le livre et qui relatent le rouleau compresseur colonial qui a écrasé le peuple palestinien. Mon engagement s'est fait en tant que juif athée, juif antisioniste et juif qui a découvert le colonialisme et qui s'est rendu compte que cette guerre n'était ni raciale, ni communautaire, ni religieuse, qu'elle avait un rapport avec l'égalité des droits et le refus du colonialisme. Finalement, je dis la même chose que les Palestiniens qui sont en résistance.

L'idéologie sioniste

P. A. : La ligne conductrice de ton livre, c'est le rôle majeur de l'idéologie sioniste dans la colonisation. D'après toi, la solution passe par cette compréhension...

P. S. : Elle passe aussi par là. Il était impossible en Afrique du Sud d'arriver à une issue avec le maintien de l'apartheid, de même, il n'y aura pas de paix avec le maintien de l'idéologie

sioniste. Pour faire bref, le sionisme, c'est la théorie de la séparation entre juifs et non-juifs; c'est un colonialisme très particulier qui ne veut pas asservir un peuple mais l'expulser; c'est un nationalisme qui a inventé un peuple, une langue et une terre, rien que ça! C'est une gigantesque mystification de l'histoire et des identités juives. Je parle un peu des rapports troubles que le sionisme a pu avoir avec le fascisme, de la façon dont le sionisme a abouti à la création d'une société raciste; j'essaie de donner tous les liens qu'il peut y avoir entre le sionisme et les religions (juive, chrétienne ou musulmane); je montre que ce conflit est fondamentalement un conflit colonial et pas du tout religieux. J'espère convaincre les auditeurs qu'il y avait une certaine naïveté à croire qu'un compromis était possible avec des sionistes à visage humain; le sionisme n'est pas une idéologie à visage humain.

P. A. : La position des chefs d'État a positivement évolué. Est-ce qu'il n'y a pas maintenant un changement plus que symbolique de l'image des Palestiniens dans le monde ?

P. S. : J'explique qu'Israël, aujourd'hui, est un État surarmé, dépensant 60 % de son budget dans le matériel et les technologies de pointe; c'est l'État rêvé des dirigeants occidentaux. Parce que l'Occident, pour tenir le Moyen-Orient, a besoin d'Israël; il a besoin aussi des monarchies du Golfe. Évidemment, si l'on veut parler d'une paix juste et durable, il faut arrêter de parler de cette domination et de la sécurité de l'occupant; enfin, de toutes ces pseudo-négociations que l'on a voulu imposer aux Palestiniens et qui n'étaient que des demandes de capitulation. Et il faut reparler du droit, de la réparation du crime fondateur qu'a été le nettoyage ethnique de 1948. En bref, en 2005, 172 associations palestiniennes ont lancé un appel au monde pour le



BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) en présentant trois revendications: l'égalité des droits, la fin de l'occupation et de la colonisation, le droit au retour des réfugiés. Il faut s'en tenir là, le mouvement de soutien doit dire que c'est comme ça qu'une paix peut se faire et pas autrement.

P.A.: Pour revenir à la France, tous les gouvernements successifs ont apporté un soutien assez ferme à Israël; ces gouvernements se sont targués de laïcité et, pourtant, ils défendent un État juif. Comment expliquer cette contradiction?

P.S.: Fondamentalement, je dis que le soutien à Israël est une «solidarité impérialiste». L'exemple le plus criant, après l'opération Plomb durci en janvier 2009, c'est quand Sarkozy a dit qu'il envoyait un sous-marin au large de Gaza pour empêcher le Hamas de reconstruire les tunnels.

Sur la question de la laïcité, Israël n'est évidemment pas un État laïque, Israël se définit comme un État juif. «Un État juif et démocratique, c'est un oxymore», une contradiction absolue comme l'a écrit Shlomo Sand. Un État juif ne peut évidemment pas être un État démocratique parce que tous les non-juifs sont exclus; nous, on est pour l'égalité des droits, le refus d'essentialiser les gens par leur origine ou leur identité présumée. Après, il y a aussi une différence entre, d'un côté, les dirigeants occidentaux, et en particulier français, qui soutiennent inconditionnellement Israël et, de l'autre, la population qui est en train d'évoluer et qui pense de plus en plus que les fauteurs de guerre se sont les dirigeants israéliens. Quant à la question de la solidarité des dirigeants occidentaux avec les dirigeants israéliens, il ne faut surtout pas se faire piéger par une prétendue culpabilité des Occidentaux sur la question de l'antisémitisme. Si les Occidentaux s'étaient sentis coupables après mille cinq cents ans d'antisémitisme chrétien, puis d'antisémitisme racial, ils auraient dit aux juifs: «On va vous accorder l'égalité des droits.» Mais on leur a dit: «Vous avez maintenant un pays, vous dégarez!» L'Occident s'est débarrassé de cette culpabilité historique sur le dos des Palestiniens.

P.A.: Dans ce contexte, quelles sont les perspectives? Est-ce que tu penses que ce changement dans l'opinion est dû au mouvement de soutien ou que c'est l'effet d'une accumulation que les gens ne supportent plus?

P.S.: Il y a de tout. Il est certain qu'il n'y avait rien à attendre de l'ONU quand la Palestine a obtenu son strapontin. Cela voulait dire quand même qu'une écrasante majorité de pays voyait Israël comme un État voyou; cela peut jouer sur de futures solutions. Je ne sais pas comment cela va évoluer, je dirais seulement que le sionisme est en échec: le but du sionisme était de créer un État ethniquement

pur, mais ils ont eux-mêmes tué leur projet; aujourd'hui, ils ne veulent pas donner la citoyenneté aux Palestiniens parce que, avec «un homme, une voix», les Palestiniens seraient majoritaires. Ils ne veulent pas se retirer des colonies, ils ne veulent pas d'un État palestinien, même un bantoustan, et le projet historique du sionisme, qui est l'expulsion des Palestiniens au-delà du Jourdain, n'est plus réalisable. À moins d'un cataclysme dans la région, on voit mal comment ils arriveraient à expulser 6 millions de Palestiniens. On est arrivé à une situation où le gouvernement israélien reconnaît à demi-mot qu'il pratique l'apartheid. On sait que toutes les luttes anti-apartheid en Afrique du Sud ou aux États-Unis ont mis des années à triompher, mais qu'elles ont triomphé. Je pense que le sionisme ne se trouve pas dans une situation de force et que c'est la solidarité avec le peuple palestinien qui fera aboutir l'égalité des droits, le refus de la colonisation, le droit au retour des réfugiés; c'est dans ce cadre qu'on doit militer; cela prendra beaucoup de temps. Mais l'histoire a montré que les luttes anti-apartheid aboutissent.

Les voix palestiniennes

P.A.: La question que l'on peut se poser, c'est: quelles sont les voix qui, en Israël, porteront la solution?

P.S.: Il est clair, un peu comme en France, que le clivage en Israël n'est pas gauche-droite, mais sioniste ou non-sioniste. Sont non-sionistes en Israël les trois partis palestiniens représentés à la Knesset: le Ta'al, le Hadash et le Balad. Sinon, il y a ce qu'on appelle les anticolonialistes israéliens, peu nombreux, avec de grandes personnalités: Michel Warchawski, qui a préfacé mon livre, Nurid Peled, Gidéon Levy, Amira Hass, Ilan Papé et puis les Anarchistes contre le mur, le Centre d'information alternatif, la Coalition des femmes pour la paix, B'tselem, Taayoush, les refuzniks et leurs associations: Yesh Gvul, Seruv. Toutes ces forces, au plus fort de la guerre du Sud Liban en 2007 ou de l'agression contre Gaza en 2008-2009 ont mis entre 10 000 et 12 000 personnes dans la rue. C'est peu, mais si une paix juste est possible, ce sera grâce à eux parce qu'ils ont créé des associations à la fois israéliennes et palestiniennes, ils sont présents sur le mur, ils sont présents dans les luttes des Palestiniens. Ils ne sont pas nombreux, mais ils sont très radicalisés. Pour eux, l'air sioniste est devenu irrespirable; souvent, l'engagement des plus jeunes provoque des ruptures familiales. Mais ils représentent l'avenir.

P.A.: Que peuvent faire les Palestiniens pour agir sur la situation internationale. Que pouvons-nous faire pour les soutenir?

P.S.: D'abord dire l'impunité des dirigeants israéliens qui n'ont jamais été condamnés

pour crimes de guerre. Si l'État israélien n'est pas sanctionné, rien n'évoluera. En 1956 et 1991, il y a eu des sanctions contre le gouvernement israélien et, instantanément, sa politique a changé. Il faut donc faire aboutir les sanctions; c'est véritablement le mouvement BDS qui y arrivera. Le BDS, c'est pas seulement ne pas acheter des produits commercialisés israéliens, c'est l'ensemble de tous les mouvements d'isolement qui provoquera le changement; le modèle doit être l'Afrique du Sud. Le sionisme, c'est comme l'apartheid. C'est la réprobation mondiale qui a fait que les choses ont changé. Ce qui a été déterminant, ça a été l'expulsion de l'Afrique du Sud des jeux Olympiques. Si on expulsait Israël des JO, on aura fait un grand pas.

P.A.: Tu peux en dire plus sur le BDS...

P.S.: Boycott consiste à ne pas acheter les produits israéliens; désinvestissement, c'est le désengagement de nombreuses banques qui ont pénalisé les entreprises qui travaillent pour la colonisation; sanction, c'est la conjonction de tout ça qui forcera gouvernements et partis politiques complices à changer.

P.A.: Que penses tu de la condamnation pénale?

P.S.: Il y a eu un moment où certains pays avaient dans leur législation la possibilité d'inculper des dirigeants israéliens; ces derniers ont cessé de voyager.

P.A.: Que dire pour donner envie de lire ton livre?

P.S.: On y trouvera mon parcours personnel, la vie dans l'Union juive française pour la paix (UJFP) et la relation de différents voyages en Palestine, des entretiens, des questions comme «Un État ou deux États», mais surtout des questions théoriques sur l'antisémitisme et sur le sionisme.

P.A.: Quel est l'objectif de l'UJFP?

P.S.: L'UJFP, créée en 1994, a commencé à se développer après l'intifada en 2000. Nous sommes 300 à 400 en France. On est passé des slogans «Pas en notre nom», «Le crime de l'État israélien, c'est pas nous» à la lutte anticoloniale, contre l'islamophobie. Nous représentons la composante juive pour la solidarité avec la Palestine.

1. Conférence visible sur le site du cercle libertaire Jean-Barrué (33): cerclelibertairejb33.free.fr.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Marat : l'anarchie comme révolution permanente

Erwan

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

Parmi les figures de la Révolution française postulant au statut de précurseur de l'anarchisme, Marat (1743-1793) fait un très bon candidat. La question fut abordée autrefois par Vovelle¹ et mérite d'être posée. Mais encore faut-il savoir de quel Marat l'on parle. Car nombreux sont ceux qui ont proposé leur propre interprétation de ses idées, de son activité de journaliste et d'homme politique. Chez Guérin², sa lutte obstinée contre Jacques Roux et les Enragés est une tâche indélébile qui prouve appartenance au camp bourgeois: peu à peu « robespierrisé » suite à son élection à la Convention en septembre 1792, rallié aux Jacobins, il aurait trahi son propre idéal de défense du peuple. Le jugement est sévère, mais cohérent: ce Marat tardif – assassiné en juillet 1793 – apparaît tiédi par rapport à ses positions antérieures.

Ironiquement, il n'est pas anodin que les historiens cherchant à le réhabiliter et à le dédouaner des accusations d'appel à la violence s'attardent volontiers sur les textes de cette époque³. Mais l'on ne saurait nier qu'il existe bien une facette modérée de Marat. Celui-ci ne cache pas son admiration pour Montesquieu⁴ et se montre parfois favorable à un régime représentatif où la séparation des pouvoirs serait un garde-fou. Autant dire qu'il n'y a rien ici qui puisse retenir l'attention des anarchistes. Pourtant, dès 1774 et la parution de l'ouvrage fondateur *Les Chaînes de l'esclavage*, se dessine un autre personnage: un disciple de Machiavel et de La Boétie dénonçant la tyrannie et dévoilant les mécanismes d'asservissement du peuple. Ce Marat-là, plus stimulant, resurgit de 1789 à 1792 dans les pages virulentes du journal *L'Ami du peuple*. Deux thèses clés y sont développées: le pouvoir, par



Gravure de Viollat reproduit en estampe dans *Les Musées chez soi* (xix^e siècle)

essence, tend inévitablement au despotisme; le peuple, pour enrayer cette évolution, doit rester méfiant, en éveil, dans un état de révolution permanente.

Ce sont des idées dont l'anarchisme peut légitimement hériter, à condition de les distinguer de l'interprétation marxiste trop restrictive qui en été faite. Tout d'abord, la question du caractère intrinsèquement néfaste du pouvoir, et donc de tout régime étatique quelle que soit sa forme, est centrale chez Marat. Au fil des attaques qu'il mène dans *L'Ami du peuple* contre les ennemis de la Révolution, il

affiche un profond pessimisme quant à la nature humaine. Face à des gouvernants toujours tentés par le despotisme, par la corruption et les abus, le peuple se révèle faible, prompt à s'assoupir ou à se laisser distraire par les fêtes et les mensonges. Désespérant souvent des citoyens, Marat déplore ainsi tant la tendance spontanément tyrannique des élites que la servilité instinctive des dominés. Ceux-ci, en dehors de brèves irruptions de colère débouchant sur des révolutions, se font trop facilement endormir, s'habituant docilement à être gouvernés. Le temps qui passe – et la résigna-

tion liée à l'acceptation des traditions – sont alors les meilleurs alliés des despotes.

On retrouve donc chez Marat l'influence de la critique rousseauiste du gouvernement, dont la simple existence menace la liberté. Cela ne concerne pas que le pouvoir exécutif mais aussi les assemblées législatives : on lit dans *L'Ami du peuple* des charges très dures contre les députés à la Constituante puis à la Législative. Loin d'échapper au caractère corrupteur du pouvoir, les représentants sont accusés de trahir le peuple, d'entraver la Révolution ou d'obéir secrètement au roi et à ses ministres. Qu'il s'agisse de Mirabeau, Lafayette, Sieyès, puis de Brissot et des Girondins, Marat s'en prend inlassablement à ceux qu'il juge indignes de leur mandat. Et leur duplicité n'est pas accidentelle. Face à une grande majorité de députés égoïstes, vénaux ou contre-révolutionnaires, rares sont les « patriotes », les vrais défenseurs du peuple capables de résister à la nocivité intrinsèque de leur fonction.

Dès lors, il est logique qu'aucun régime ne trouve grâce aux yeux de Marat. Et ce rejet sans distinction de toutes les formes de pouvoir est un aspect novateur de sa pensée. Dressant en juillet 1792 un bilan très négatif de la Révolution, il affirme que dans le « théâtre de l'État », les « décorations seules ont changé » depuis la fin de l'Ancien régime. Ce sont « les mêmes acteurs, les mêmes masques, les mêmes intrigues » qui animent le monde politique⁵. Dans un premier temps, la proclamation de la République et son élection à la Convention ne changent d'ailleurs pas cette opinion : dès septembre 1792, Marat réitère ses attaques contre les députés et prévient que l'effondrement de la monarchie ne prive pas le peuple de « *nuées d'ennemis* »⁶. Ainsi la simple existence d'un corps de gouvernants – qu'ils soient royalistes ou républicains – suffit à menacer la liberté des citoyens.

Cette idée est anarchiste. Avec elle, Marat tire un trait sur deux millénaires de réflexion sur la meilleure forme possible à donner à l'État, lui-même classé en différents régimes (monarchie, oligarchie, république, etc.) en fonction du nombre de dirigeants, de leurs vertus supposées ou de leur respect de la loi. Ces nuances héritées des philosophes de l'antiquité grecque ne sont pour lui que les divers modes d'organisation du despotisme. Peu importe que les gouvernants soient là par la voie de la conquête, de l'héritage dynastique ou de l'élection ; peu importe qu'ils gouvernent de façon légale ou arbitraire : l'existence même d'une séparation avec les gouvernés et de lieux spécialisés dans l'accapitation du pouvoir (les ministères et assemblées) suffit à déclencher l'évolution inexorable qui conduit à la trahison et à la tyrannie. Saint-Just, lors des débats houleux sur le procès royal, prononce en novembre 1792 une célèbre formule : « *on ne peut point régner innocemment* »⁷, entendant par là qu'un roi est automatiquement coupable du simple fait de son statut. Marat, lui, est allé bien plus loin et aurait presque pu dire : « *on ne peut point gouverner innocemment* ».

Vu sous cet angle, quel que soit le régime, le pouvoir est condamnable par essence. D'où une seconde idée chez Marat : la nécessité d'une surveillance perpétuelle des gouvernants par le peuple. Il prône une méfiance de tous les instants visant à repérer puis à éliminer les ministres ou les députés corrompus par leurs fonctions. Que ce soit par le mandat impératif, par la mise en place d'un tribunal révolutionnaire ou par la révolte armée – il admet l'usage de la violence politique – les citoyens doivent résister à ceux qui veulent en faire des esclaves. Cela passe aussi par le droit de désobéir à la loi, expression insidieuse du despotisme. S'opposant à Condorcet⁸, Marat doute qu'une constitution protège mieux les individus que sous l'Ancien régime. Ce n'est à ses yeux qu'une technique sournoise d'asservissement.

Ces divers éléments – la surveillance continue des gouvernants et le droit de désobéissance – forment la théorie maratiste de la révolution permanente. Celle-ci ne doit pas être négligée par les anarchistes sous prétexte de son appropriation marxiste. On le sait, il s'agit à l'origine d'une thèse élaborée par Marx après l'échec de la Révolution allemande de 1848 : en situation insurrectionnelle, le prolétariat doit s'allier avec la bourgeoisie pour l'inciter à radicaliser ses buts et l'empêcher de stopper trop tôt le processus révolutionnaire. La classe ouvrière doit ainsi contrer les tentatives de clore la phase contestataire avant même que ses revendications aient été satisfaites. Renouant en 1884 avec cette idée, Engels fait de Marat son inspirateur. Mais il l'inscrit dans une perspective qui en limite considérablement la portée et atténue l'ampleur qu'on lui découvre dans les pages de *L'Ami du peuple*.

Chez les marxistes, la révolution n'est pas véritablement « permanente ». Ou du moins, elle ne l'est que dans l'attente de la société sans classe. Ce n'est donc qu'un moyen – simple phase de transition – appelé à durer s'il subsiste un risque contre-révolutionnaire mais devant être ensuite abandonné. Le marxisme, en effet, énonce sa propre version du « meilleur régime » : un monde parfait et réconcilié, aboutissement ultime du progrès historique, où la contestation s'épuiserait d'elle-même. Car pourquoi persister à se révolter si l'idéal a été atteint ? Mais cette projection d'une « fin de l'histoire », que Merleau-Ponty appelait à juste titre une « *idéologie de la mort* »⁹, n'a rien de très réjouissant pour les anarchistes. C'est le rêve d'une société totalement immobile et intemporelle, sorte de paradis pétrifié sans « en dehors » où l'élément décisif de la dialectique – celui de la négativité, du rejet des certitudes propres à une époque, des lois et coutumes en vigueur – est voué à disparaître. Ce rêve, ou plutôt ce cauchemar, ne saurait être le nôtre. Or, la pensée maratiste, loin de soutenir un tel projet, propose en fait une toute autre façon de considérer la révolution permanente. Pour Marat, le salut du peuple n'est possible que si

le processus contestataire ne se stoppe jamais : celui qui veut « terminer la révolution » doit être soupçonné de vouloir stabiliser les institutions à son profit, de rétablir l'obéissance servile au pouvoir et d'endormir les citoyens. Et seuls l'éveil, l'insatisfaction continuelle et la traque incessante de l'autorité là où elle tente de renaître permettent de contrecarrer ces velléités. La révolution est alors permanente parce qu'elle ne s'arrête pas et ne laisse jamais place au confort, au respect aveugle des lois ou à la confiance dans d'éventuels gouvernants. C'est ce modèle d'une société anarchiste que dessine *L'Ami du peuple* : une société qui ne se prétend pas incontestable, où la critique ne s'estompe pas et dont l'état d'esprit révolutionnaire – le refus de l'ordre institué, la réticence envers la tradition et l'immobilisme – est le principe fondateur¹⁰.

Ce Marat-là, qui ne dura lui-même qu'un temps avant de se trahir en se modérant, nous dit que l'anarchisme est incompatible avec le rêve d'une société parfaite et immuable : aucun régime ne peut légitimement terminer la révolution. Le pouvoir menace toujours de resurgir, même dans une association adossée à des principes antiautoritaires. Et il serait naïf de croire le contraire. Dès lors, la méfiance maratiste n'est pas superflue ni temporaire car elle garantit la liberté. Non seulement parce que la lutte contre les résurgences autoritaristes est sans fin – ce combat là ne s'achèvera jamais – mais aussi parce qu'une société anarchiste se plaçant hors de portée de la contestation serait indigne de ses propres valeurs et tomberait dans les mêmes travers que les autres régimes. Ce que nous apprend Marat, c'est que la révolution n'est pas un moyen ou une transition, mais une fin en soi. **E.**

1. Michel Vovelle, *Marat, textes choisis*, Paris, Éditions sociales, 1963.

2. Daniel Guérin, *Bourgeois et bras nus*, Paris, Gallimard, 1946.

3. Jacques de Cock, « Marat, Prophète de la Terreur ? », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 300, 1995, p. 261-269.

4. Il écrit un *Éloge de Montesquieu* en 1785.

5. Jean-Paul Marat, *Œuvres*, Paris, Décembre-Alonnier, 1869, p. 205.

6. *Ibid.*, p. 235.

7. Saint-Just, *Opinion concernant le jugement de Louis XVI*, *Œuvres*, Paris, Prévot, 1834, p. 7.

8. Cf. *Le Monde Libertaire*, n° 1710.

9. Maurice Merleau-Ponty, *Les Aventures de la dialectique*, Paris, Gallimard, 1955, p. 285. Toutefois la notion de « révolution permanente » lui semble une alternative peu crédible dans un cadre marxiste.

10. C'est ce qu'explique Patrice Rolland, qui voit dans la pensée de Marat un obstacle à la fondation d'un ordre politique stable. Ce constat est péjoratif chez cet auteur qui ne cache pas son anti-maratisme. Cf. « Marat, ou la politique du soupçon », *Le Débat*, n° 57, 1989, p. 112-130.

Les possibles d'une société sans argent

27 JUN 2029, Nîmes, café Gambrinos. Ce soir-là, les flashes d'information diffusent en boucle une incroyable nouvelle, au Brésil, à Rio, le peuple lassé de l'hyperinflation qui gangrène l'économie de la planète, de la crise, de la rigueur qui ne frappe jamais les plus riches, brûle l'argent par brouettes entières. Par un effet de dominos, en quelques jours, le monde entier se consume dans un immense feu de joie, les billets, la monnaie, les chèques, le capitalisme. Le livre de Jean-François Aupetitgendre se lit comme la chronique forcément réjouissante de la crise ultime de la finance mondiale.

Maître Durieux, notaire, assiste, effaré, à la fin de son monde de privilèges. Durant plus de dix ans il va espérer le retour de l'Ancien Régime, c'est ainsi qu'il nomme les années d'avant la crise. Il habite l'immeuble de la Faisanderie avec quelques personnages croustillants qui vont du mafieux à l'institutrice. Une sorte d'auberge espagnole où l'on disserte interminablement du nouvel état du monde, et le tour de force de ce livre, c'est de nous montrer combien la disparition brutale du système monétaire, l'avènement de la société du don bouleversent nos vies jusqu'aux plus intimes détails.

Jean-François Aupetitgendre n'épargne aucun de nous, chacun participe à sa façon au maintien d'un système injuste et inhumain, chacun est recroquevillé sur ses minuscules possessions, voiture, meubles, maison, compte en banque et n'entend rien partager. Il explique parfaitement, mais toujours avec humour, que la classe moyenne, en voulant conserver le peu qu'elle possède, est le rempart qui protège les riches et les puissants de la colère des pauvres. Il y a du La Boétie dans ce livre, à l'instar du *Discours sur la servitude volontaire*, *Le Porte-Monnaie* nous rappelle que l'habitude nous rend complice du système et que la formule «*Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres*» est la seule voie qui permet d'aborder une société du don basée sur le droit d'usage plutôt que la propriété privée, une société respectueuse des hommes et de l'envi-

ronnement, où les voiliers de plaisance effectuent du transport maritime, où les voitures au gaz sont collectives où l'État disparaît au profit du bénévolat et de la gratuité généralisée. Un monde où le temps gagné sur le temps de travail permet à nouveau au facteur de discuter, de prendre un café et de tisser du lien social comme on dit. Un monde devenu, il est vrai, une pure fiction.

Au-delà du récit endiablé de cette révolution, 42 notes en bas de page, très amusantes, viennent expliquer au lecteur de 2040 des concepts, des idées, des métiers, des objets tombés depuis longtemps en désuétude, des mots comme : budget, amende, énarque, parcmètre, trader...

Jean-François Aupetitgendre qui nous avait déjà fait le coup avec *La Commune libre de Saint-Martin*, paru en 2012 aux Éditions libertaires, s'est sans aucun doute beaucoup amusé en écrivant ce livre, mais *Le Porte-Monnaie* va bien au-delà d'un bon moment de lecture, il nous plonge dans la politique-fiction dans ce qu'elle a de meilleur, il nous oblige à nous imaginer dans un univers absolument différent, une organisation à l'opposée de celle que nous expérimentons tous les jours dans la douleur et la colère pour, au final, nous poser une seule question : pourquoi pas ?

Thierry Guilabert



Jean-François Aupetitgendre, *Le Porte-Monnaie. Une société sans argent?* Éditions Libertaires, 2013, 11 euros.

Dans les flammes de l'envers !

ZÉNO BIANU ET ANDRÉ VELTER sont complices et ça se sent quand ils publient un livre de poésie à quatre mains intitulé *Prendre feu* publié chez Gallimard.

Dans la première partie, manif-fête poétique en prose d'une cinquantaine de pages intitulé «Ce qui se veut», leur idée première était de faire, pour le dire un peu vite, un état de la poésie contemporaine et plus particulièrement leur état à eux dans le mouvement poétique d'aujourd'hui. Et ils voulaient, de façon enthousiaste et sans polémique, trouver leur langue propre pour dire cela.

Paul Celan ne voyait pas de différence de principe entre une poignée de main et un poème, mais avec ces deux poètes-là, vous vous retrouverez plutôt pris à bras le corps, dans un grand charivari, façon New Orleans, d'images et de sons! On vacille, on est déséquilibré, on voltige! Les voilà, les trois temps de leur valse poétique.

«Alors, est-ce que ça chante?» nous demandent-ils en cœur. Oui, ça chante, ça déchiffre, ça vocalise, ça exulte, ça swingue! Déchaînement de signes, de tocsins et de tablas!

«Et est-ce que ça flamboie?» nous demandent-ils encore. *A las cinco de las tarde*, c'est l'heure d'un feu d'artifice, d'un holi indien, d'une bataille de pigments de couleurs avec convocation des grands artificiers: Garcia Lorca, Artaud, Nietzsche, Rimbaud, Jarry, Pasolini et tant d'autres!

Des hauteurs du Tibet jusqu'en Espagne, du désert du Taklamakan jusqu'au fond des océans on n'a pas le temps de s'attarder, on lâche prise, on se laisse maintenant guider en confiance, le tempo, toujours et encore!

(Si vous tendez l'oreille, vous y entendrez un air de Chet Baker et, s'il manque un homard, ne vous inquiétez pas, il est certainement dans les jardins du Palais-Royal avec Gérard de Nerval!)

Le feu et la glace, alors brûlure pour brûlure, pour rien au monde on ne demanderait à nos deux poètes de réduire la flamme, non, pour rien au monde. On se demande juste, à

ce moment-là avec Juan Ramon Jimenez: «Pourquoi mangeons-nous et buvons-nous autre chose que de la lumière et du feu!»

Ce qui se veut, chez Zéno Bianu et André Velter, c'est métamorphoser le présent en présence. Ils ne sont pas dans une tour d'ivoire, la leur est translucide et même en nous ayant fait passé de l'autre côté du miroir, le réel est bien là, un réel où la part de l'unique est devenue infime, infirme, quasi inexistante! Un réel ou la basse-cour planétaire regorge de petits coqs génétiquement modifiés, volatiles si bien conçus qu'ils n'auront pas une fois à se servir de leurs ailes!

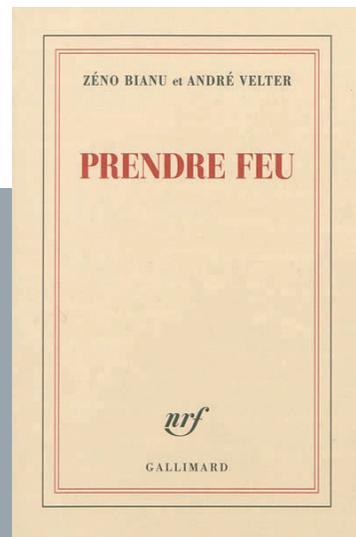
Commerce des cœurs, commerce des corps, commerce des âmes, commerce de tout! Ce qui se veut, pour eux, ce serait plutôt un réel qui ne serait pas intercepté au travers du spectre des lois, de la morale ou de l'ordre social. Ce qui se veut, c'est l'insouciance revivifiée d'un «passer outre» qui exige, en vérité, de «penser outre»!

Mais il fallait bien qu'ils relèvent leur propre défi, qu'ils tirent le fil du funambule pour savoir s'ils tenaient dessus! Alors, avec la grâce des revenus de tout, ils abordent à marée haute la deuxième partie du livre intitulée: «Le duende d'Orphée», qui, après le caractère plutôt lapidaire et solaire de la première partie en prose, se compose de sept poèmes stricto sensu. Ces textes entrent en résonance familière avec notre part déroutante, il est 5 heures du soir, infiniment, l'azur définitif est traversé de flèches enflammées, un loup des steppes passe dans le no man's langue, l'ombre d'une corne de taureau déchire l'espace tendu entre nos rêves.

Et on entend comme les derniers échos syncopés d'un big band qui s'éloignerait lentement laissant derrière lui des traces de sable et de sang, en migration toujours... La chance et le feu de quelque chose qui aime, c'est ce que vous aurez dans les mains en lisant *Prendre feu* de Zéno Bianu et André Velter.

Franck

Animateur de Radio libertaire



Zéno Bianu et André Velter, *Prendre feu*, Éditions Gallimard, 2013, 11 euros.

Décès de Maurice Nadeau

À 102 ans, il est mort au travail



MAURICE NADEAU NOUS A QUITTÉS. Il était un infatigable travailleur. J'ai fait sa connaissance en 1985, dans le local de *La Quinzaine littéraire*, lorsque toute l'équipe logeait rue du Temple avant de s'installer face à Beaubourg. Je me revois franchissant pour la première fois la grande porte cochère bleue puis monter l'escalier le cœur battant. J'étais un tout jeune écrivain, un sans nom. Assis derrière son bureau, une cigarette blonde fumant dans le cendrier, il corrigeait les épreuves de la prochaine livraison. Anne Sarraute, sa très fidèle amie, se tenait à côté de lui. Il me demanda d'un ton bourru ce que je voulais : « Écrire dans votre journal », lui dis-je. Dans un tas de livres qu'il avait à portée de main, il en sortit un et me le tendit. « Voilà, me dit-il, tu n'as qu'à écrire là-dessus. » Ce fut ainsi que commença une collaboration qui devait durer cinq ans. Maurice n'était pas un homme qui se livrait facilement. Le principe étant accepté qu'il ne paierait jamais un seul article, il ne restait plus qu'à travailler. Les collaborateurs étaient payés en livres mais chichement et les premiers servis emportaient les meilleurs. Maurice savait exactement ce qu'il pouvait obtenir de ses pigistes. Serge Fauchereau, lui et moi-même étions originaires de la même

région des Charentes. Il aimait le souligner, quelquefois avec un certain chauvinisme. La dernière fois que nous nous sommes revus, nous sommes allés déjeuner dans un petit restau des Halles, avec un jeune écrivain lui aussi charentais et qu'il aimait bien. Les mondanités et les obligations n'avaient pas eu raison de sa simplicité et de son naturel. Il était réellement très attachant malgré le cynisme dont il faisait parfois preuve à l'encontre de ses collaborateurs de plume. Maurice Nadeau était un remarquable découvreur de talents et respectait scrupuleusement la liberté d'autrui. Parmi tous ces talents, il ne faut pas oublier le principal. Maurice était un remarquable écrivain, un immense lecteur et un essayiste de premier ordre. Son célèbre *Flaubert* n'a pas pris une ride. Il fut, il restera une figure majeure de la littérature du *xx^e* siècle et un immense professionnel, l'un des rares qui avaient réellement compris que le livre, avant d'être un produit, était un transmetteur d'idées et de pensées. Au revoir Maurice, bon vent dans l'infini et un petit salut de notre part à Gustave, Malcom, et les autres, lorsque tu les verras.

Claude Margat

Foire à l'autogestion : bilan



AVEC UNE FRÉQUENTATION EN HAUSSE, la 2^e Foire à l'autogestion, tenue à Montreuil (93) les 8 et 9 juin 2013, a de nouveau été une réussite, en tenant les deux objectifs qu'elle s'était fixée :

– sur la forme : être une « foire », c'est-à-dire un mélange d'éléments conviviaux (musique, cantine ouverte, espace enfants, discussions informelles), de structures politiques ou syndicales autogestionnaires, d'ateliers d'autonomisation, de coopératives de production autogérées...

– sur le fond : réunir les actrices et acteurs de l'autogestion, dans leur diversité : des associations de recherche sur l'autogestion aux collectifs autogérés, des théoriciens exigeants cherchant à renouveler un projet global de société à ceux qui pratiquent une l'autogestion au quotidien.

La Foire a permis à différentes familles autogestionnaires d'échanger et de confronter leurs approches, pratiques et exigences quotidiennes dans les luttes et sur le projet de société. Le programme, disponible sur le site Internet¹, en atteste.

À noter que, parmi les 80 structures (syndicats, coopératives, associations, collectifs et organisations politiques) organisant l'événement, une place de plus en plus grande est donnée à l'écologie radicale (confirmant ainsi la tendance de la première foire). Ainsi, notamment, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a été le sujet de plusieurs débats.

Nouveauté de cette 2^e édition : la venue en force d'ateliers d'autonomisation (récupération ou *do it yourself*), de la fabrication de produits ménagers ou cosmétiques à la réalisation de plusieurs jerrys (ordinateurs réalisés à base de récupération), de l'appropriation du numérique (avec un village du logiciel libre), d'ateliers vidéo à l'autoréparation de vélo, en passant par une initiation à l'autodéfense féministe. La Foire a aussi, comme l'année dernière, donné lieu des moments de réalisation collective, comme la gestion horizontale de la cuisine qui a assuré des repas durant les deux jours.

Foire vivante et joyeuse, mais sur laquelle a plané l'ombre du jeune Clément Méric, assas-

siné quelques heures avant le début de la Foire. Après un hommage public, de nombreuses et nombreux participants se sont rendus à la manifestation organisée à Paris, puis au concert de soutien à l'Action antifasciste Paris-Banlieue.

Ateliers et forums de la Foire ont permis d'échanger autour d'un programme dense. Outre les ateliers, débats et forums, du théâtre, avec la pièce *Side in/Side out*, de la musique, une expo d'affiches... Sans oublier l'excellente bière de la microbrasserie Zymotic.

Nous laissons aux structures participantes le soin de rapporter et de commenter le contenu des débats et forums auxquelles elles ont assisté.

**Comité d'organisation
de la 2^e Foire à l'autogestion**

1. www.foire-autogestion.org/Programme-2013



Jeudi 27 juin

10 heures > 12 heures. **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

20 h 30 > 22 h 30. **Entre chiens et loups.** Les peintres muralistes, Frida Kahlo et la révolution mexicaine.

Samedi 29 juin

11 h 30 > 13 h 30. **Chronique syndicale.** Lutttes et actualités sociales.

Lundi 1^{er} juillet

11 heures > 13 heures. **Lundi matin.** Infos et revue de presse.

16 heures > 18 heures. **Trous noirs.** Lutttes sociales.

19 h 30 > 21 heures. **Le monde merveilleux du travail.** L'émission des syndicats de la CNT.

Mardi 2 juillet

18 heures > 19 h 30. **Idéaux et débats.** C'est avec un grand plaisir que nous retrouverons, en direct, Agnès Desarthe présentant *Comment j'ai appris à lire* (Stock). En fin d'émission, nous diffuserons un entretien réalisé avec Bernard Du Boucheron à propos de *Long-courrier* (Gallimard).

Mercredi 3 juillet

10 h 30 > 12 heures. **Blues en liberté.** Émission musicale blues.

18 heures > 20 h 30. **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

20 h 30 > 22 h 30. **Ras les murs.** Actualité des lutttes des prisonniers contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

Jeudi 4 juillet

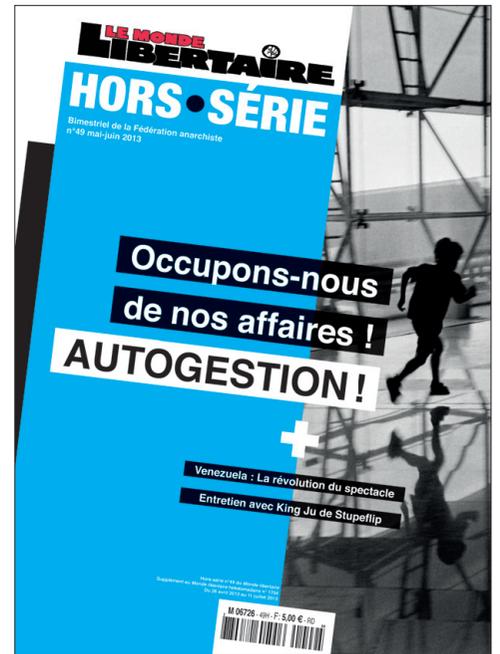
10 heures > 12 heures. **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

20 h 30 > 22 h 30. **Entre chiens et loups.** Nous consacrerons cette émission à Charlie Haden, contrebassiste majeur dans l'histoire de la musique.



Du nouveau à la Fédération

Une nouvelle liaison est présente dans le département du Cantal (15). Vous pouvez contacter la **liaison Cantal** à l'adresse suivante : cantal@federation-anarchiste.org



Le Monde libertaire hors série est en vente en kiosque jusqu'au 11 juillet 2013.

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE

Autocollant



Autocollant



Autocollant



Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 1,50 euro les 50.

**Du lundi 8 au
samedi 13 juillet**

Sainte-Foy-la-Grande (33)

Les Reclusiennes explorent les questions soulevées par le géographe anarchiste Élisée Reclus (1830-1905) à la lumière du présent. C'est la question du vote qui sera abordée. Les Reclusiennes sont organisées par l'association Cœur de Bastide avec plusieurs partenaires. Sainte-Foy-la-Grande est le lieu de naissance d'Élisée Reclus. Ateliers, conférences et débats, cinéma, concert, expositions, lectures, spectacle de rue, dégustation de vins, etc.

Renseignements : téléphone : 05 53 93 43 93, courriel : info@lesreclusiennes.fr.

**Samedi 29 et
dimanche 30 juin**

Paris XX^e

Week-end antifasciste et antiraciste. Repas, concerts et débats.

Au 33, rue des Vignoles.

Du 5 au 13 juillet

Foix (09)

Festival Résistances. Espace d'expression et de rencontres autour du 7^e art.

Vendredi 28 juin

Saint-Denis (93)

19h30. Projection du documentaire *Vade retro spermato* de Philippe Lignières. Docu-club 4, place Paul-Langevin.

Samedi 29 juin

Bègle (33)

16 heures. Réunion non mixte (réservée aux hommes) sur le sujet « Pour en finir avec le masculinisme ». Au 36, rue du Maréchal-Lyautey.

Modane (73)

Marche contre le Lyon-Turin de Modane à Villarodin-Bourget.

Au programme :

13 heures. Rassemblement en gare de Modane pour la marche.

14 heures. Départ en musique.

16 heures. Goûter et apéro tirés du sac au pied du Bourget.

18 heures. Concert et soirée festive.

www.notav-savoie.org

Paris XI^e

16h30. Marie-Claire Calmus présentera son nouveau spectacle *Corps et Mots* (poèmes, chansons, chroniques) à l'occasion de la sortie de son CD de chansons *Passions et Révoltes*. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIII^e

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque.

bibliotheque-larue.over-blog.com

Jeudi 4 juillet

Merlieux (02)

19 heures. Non à l'Ayraultport! Réunion du comité de soutien à la lutte de Notre-Dame-des-Landes. Rue de Fouquerolles.

Lundi 8 juillet

Vauvert (30)

9 heures. Les journées de l'autonomie appliquée aborderont les sujets suivants : l'énergie, l'eau, l'écoconstruction, peut-on cultiver sans pétrole? et les pédagogies alternatives. L'Éolienne, chemin des Canaux, D135.

Samedi 10 juillet

Liévin (62)

10 heures. Le numérique et l'environnement. « Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies », avec Fabrice Flipo. 23, avenue Jean-Jaurès.

Dimanche 8 septembre

Cluny (71)

De 9 heures à 18 heures. 6^e Salon du livre libertaire de Saône-et-Loire, organisé par le groupe libertaire La Vache noire. Espace des Griottons. Programme à venir.





KALEM

L'actu en image